



LA REPUBLIQUE DE MOLDAVIE : S'ANCER EN EUROPE POUR MIEUX RESISTER AUX CRISES

Compte rendu du déplacement du groupe interparlementaire d'amitié France - Moldavie à Chisinau et à Comrat

16 au 20 mai 2022

À l'invitation du Parlement moldave, une délégation du groupe d'amitié France-Moldavie, composée de sa présidente Mme Véronique Guillotin, et de M. Michel Canévet, s'est rendue à Chisinau et à Comrat, du 16 au 20 mai 2022.

Ce déplacement a été l'occasion de témoigner du soutien du Sénat français aux autorités moldaves confrontées depuis février 2022 aux graves conséquences de la guerre en Ukraine. Il a également permis de faire le point sur la réforme de la justice et la lutte contre la corruption, et de rencontrer des acteurs du système de santé moldave.



La délégation sénatoriale avec les membres du groupe d'amitié Moldavie-France du Parlement moldave, présidé par Mme Marcela Adam

I.- Un pays très affaibli par la guerre en Ukraine

La guerre d'Ukraine, qui a débuté le 24 février 2022, n'est que l'ultime crise à laquelle la Moldavie est confrontée. Celle-ci a préalablement dû faire face à la crise sanitaire liée à la Covid-19 puis, en octobre 2021, à la

crise du gaz qui a contraint le Gouvernement à prendre des mesures de compensation au profit des foyers modestes. Aujourd'hui, ainsi que l'a indiqué le vice-Premier ministre et ministre des affaires étrangères et de l'intégration européenne, M. Nicu Popescu, « *le premier danger pour nous est la situation socio-économique* ».

Le prix du gaz a augmenté de 360 %. L'inflation, également liée à l'arrêt de toute importation de produits à bas coût *via* le port d'Odessa, atteint 30 %. Les exportations des produits agricoles dont les principaux acheteurs sont situés en Russie, en Biélorussie ou en Ukraine sont bloquées. La situation de la population se dégrade très rapidement, et si l'Etat n'est pas capable d'y remédier avec des mesures de compensation, les Moldaves seront tentés de se tourner vers les partis prorusses aux prochaines élections.

Au-delà de la crise socio-économique, le conflit russo-ukrainien risque également d'exacerber les tensions en Transnistrie, mais aussi en Gagaouzie, qui semble mériter une attention particulière des autorités moldaves.

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), comme les autorités moldaves, estime la situation de la région sécessionniste de Transnistrie très incertaine et dépendante de la stratégie russe et de son avancée dans les zones d'Odessa et de Mykolaïv. Le Gouvernement moldave communique de manière très prudente pour ne pas créer de mouvement de panique, malgré l'existence de provocations pour inciter les Transnistriens à s'impliquer contre l'Ukraine, et tente de lutter contre la désinformation de médias prorusses. De leur côté, les autorités transnistriennes, ne recherchent pas une reconnaissance de la part de Moscou mais semblent plutôt préférer conserver le *statu quo*

actuel, qui leur permet de bénéficier d'une énergie russe à bas coût tout en ayant la possibilité d'exporter leurs productions en Europe. De manière paradoxale, Chisinau et Tiraspol dialoguent désormais de manière directe et plus régulière, notamment pour régler la question de l'électricité, fournie à 80 % par la Transnistrie grâce au gaz russe.

La délégation sénatoriale s'est rendue à Comrat, en Gagaouzie, une « unité territoriale autonome » du Sud du pays, qui compte environ 160 000 habitants. Cette région bénéficie d'un statut autonome au sein de la République moldave depuis 1994 et pourrait servir de modèle à la résolution du conflit gelé de Transnistrie. Toutefois, la Gagaouzie est historiquement russophone et prorusse, et n'a que très faiblement voté en faveur de la présidente Maia Sandu et de son parti PAS lors des dernières élections, ce qui rend difficiles les relations entre le gouvernement central et les autorités gagaouzes. La guerre en Ukraine accroît ces tensions. Ainsi, l'Assemblée populaire de Gagaouzie a tenté de revenir sur la loi moldave d'interdiction du ruban de Saint-Georges, symbole patriotique russe, et son président, M. Dimitriy Constantinov, a indiqué à la délégation sénatoriale envisageait de demander à la Russie d'être garante de l'autonomie gagaouze.

La gouverneure (« *bashkan* »), Mme Irina Vlah, est de son côté très désireuse de créer des opportunités pour que les jeunes gagaouzes restent en Gagaouzie, ou même plus largement en Moldavie. Elle conduit un programme volontaire d'enseignement des langues, dont le roumain, et cherche à diversifier l'activité économique de sa région, essentiellement agricole. Pour ce faire, elle se tourne plus volontiers vers l'étranger que vers le gouvernement central, notamment vers la Turquie, qui conserve des liens particuliers avec la minorité gagaouze turcophone.

II.- Une volonté forte de mener à bien le programme présidentiel

La Présidente de la République, Mme Maia Sandu, a été élue sur un programme ambitieux de lutte contre la corruption et de rapprochement vers l'Europe. Grâce à la majorité qu'elle a obtenue au Parlement, il y a, selon les termes de son président Igor Grosu, une « fenêtre d'opportunité » dans la vie politique moldave, qui a malheureusement été réduite par les crises successives.



Mme Maia Sandu, Présidente de la République, et Mme Véronique Guillotin, présidente de la délégation sénatoriale

A – La lutte contre la corruption, un processus au long cours

Selon la présidente de la commission des lois, Mme Olesea Stamate, la réforme de la Justice progresse mais pas autant que souhaité car la corruption a des racines profondes en Moldavie. Le processus de vérification (« *vetting* ») des juges est conduit par une commission d'experts moldaves et étrangers. Il est mené en commençant par le « haut de la pyramide », c'est-à-dire par les membres du Conseil supérieur de la magistrature et du Conseil supérieur des procureurs. Le président du Parlement, M. Igor Grosu, a indiqué que cette procédure rencontrait une certaine résistance.

Les autorités moldaves sont également en train de revoir l'organisation des organes anticorruption et l'articulation entre le centre national anticorruption et le parquet anticorruption, en coopération avec la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) et l'Agence française anticorruption (AFA). Une experte française de haut niveau a également été mise à disposition de l'administration présidentielle pour partager le savoir-faire de l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (AGRASC).

Le gouvernement moldave et les députés de la majorité sont parfaitement conscients de l'enjeu qu'il y a à montrer rapidement les premiers résultats de leur politique à une population qui souhaite voir les « grands voleurs » en prison et leurs biens réintégrés au budget de l'État¹.

¹ Le 24 mai 2022, M. Igor Dodon, ancien Président de la République, a été assigné à résidence sous bracelet électronique pour corruption passive, financement d'un parti politique par une organisation criminelle, trahison et enrichissement illégal.

B – La candidature à l'Union européenne, le début d'un chemin porteur d'espoir

L'élection de Maia Sandu à la présidence moldave avec un score de 57 % a également montré l'élan de la population moldave vers l'Europe et ses valeurs démocratiques et d'Etat de droit.

La demande d'adhésion formulée à la suite de l'Ukraine le 3 mars 2022 vise, selon ses termes, à « donner un espoir aux citoyens, un objectif qui nous unisse tous et incite les gens à rester en Moldavie »². Tous les interlocuteurs rencontrés ont reconnu que le processus serait lent et difficile, mais sont désireux que la candidature de la Moldavie puisse l'inscrire dans un processus irréversible de convergence vers les standards européens et qu'elle soit jugée selon des critères de mérite.

Le processus d'adhésion à l'Union européenne et une amplification des relations bilatérales avec les États membres peuvent offrir des voies d'amélioration concrète aux citoyens moldaves (connexion au réseau électrique et au réseau ferré européens, libéralisation des échanges concernant les produits agricoles moldaves, développement du système bancaire et d'énergies alternatives, etc).

III.- Un système de santé robuste mais confronté à une émigration forte de ses diplômés

La délégation sénatoriale a rencontré la ministre de la santé, Mme Ala Nemerenco, qui a décrit le système de santé moldave comme héritant d'un système soviétique fort et robuste, construit sur des services hospitaliers spécialisés et qui a été complété dès l'indépendance par un réseau de médecins de famille.

Le système de santé moldave a été éprouvé par la crise des réfugiés mais a su y faire face compte tenu de son organisation « semi-militaire » : dès le deuxième jour de guerre, 30 000 Ukrainiens ont traversés la frontière. Depuis, 500 000 réfugiés ont traversé le pays et de 90 à 100 000 réfugiés restent sur le sol moldave chaque mois³. Des équipes médicales complétées de psychologues ont

été envoyées aux douze points de passage de la frontière ukrainienne.

L'Institut de médecine d'urgence de Chisinau a été très impliqué pour apporter les soins nécessaires aux réfugiés : environ 500 personnes ont été prises en charge pour des interventions chirurgicales et des soins stomatologiques. Ces soins sont tous couverts par le système d'assurance maladie moldave et gratuits pour les ukrainiens.



Rencontre de la délégation sénatoriale avec Dr. Mihai Ciocanu, directeur de l'Institut de médecine d'urgence de Chisinau, et son équipe

La Moldavie a heureusement reçu l'appui de pays tiers, dont la France, en particulier pour l'évacuation et la prise en charge de malades en dialyse ou sous chimiothérapie et pour l'approvisionnement en médicaments, importés jusqu'à présent principalement de Russie ou d'Ukraine.

Selon M. Adrian Belii, vice-président de la commission de la protection sociale, de la santé et de la famille, l'accent est mis aujourd'hui sur le renforcement du système de soins primaire et une régionalisation des services médicaux de haut niveau, avec le projet de construction de deux importants centres hospitaliers, l'un au Nord et l'autre au Sud, en vue de mettre fin aux files d'attente pour accéder à certains examens et traitements (IRM et radiothérapie notamment). Le Gouvernement a également la volonté d'investir davantage dans la prévention, afin que chacun « s'approprie » sa propre santé.

² Le statut de candidat a été accordé à la Moldavie lors du sommet européen des 23 et 24 juin 2022.

³ Pour une population de 2,8 millions de Moldaves selon le dernier recensement (en réalité probablement inférieure compte tenu de l'émigration).

Enfin, les professionnels de santé ont évoqué l'émigration massive des médecins et personnels de santé moldaves. Le recteur de l'université de médecine et de pharmacie Nicolae Testemițanu de Chisinau, M. Emil Ceban, a expliqué les difficultés rencontrées pour inciter les étudiants moldaves à s'installer ailleurs qu'à Chisinau ou à l'étranger, compte tenu des conditions de vie dans les villages, en précisant que 80 % d'entre eux avaient aussi la nationalité roumaine. Par ailleurs, les bourses offertes ne peuvent concurrencer les rémunérations obtenues comme internes à l'étranger, avec le complément des gardes de nuit. A l'heure actuelle, ce phénomène concerne également des médecins de plus de 50 ans qui choisissent eux-aussi de partir à l'étranger.

IV.- Une francophonie très vivante en attente de plus de coopérations locales

Ce déplacement a été l'occasion pour la délégation sénatoriale de mesurer l'importance de la francophonie en Moldavie. Elle a particulièrement apprécié sa rencontre avec les élèves du lycée « Mihai Eminescu » de Comrat et leurs professeurs de français, qui ont mis en valeur l'excellent niveau de leur enseignement. Les sénateurs ont également pu dialoguer avec les étudiants de la filière francophone de l'université de médecine et de pharmacie Nicolae Testemițanu de Chisinau.

Tous, enseignants comme lycéens et étudiants, ont exprimé leur souhaits d'avoir des échanges avec leurs homologues français sous forme de séjours culturels ou

linguistiques et de stages en France et relevé la difficulté de nouer avec des établissements d'enseignement des coopérations pérennes.



La délégation sénatoriale accueillie au lycée « Mihai Eminescu » de Comrat en présence de Mme Irina Vlah, Bashkan, et de M. Graham Paul, Ambassadeur de France

La délégation sénatoriale a enfin visité l'Alliance française de Chisinau, créée dès 1992, au lendemain de l'indépendance moldave. Très dynamique, elle est appréciée tant pour ses cours de langues que pour son offre culturelle.

*

Le déplacement de la délégation sénatoriale s'est inscrit dans un mouvement d'intensification des relations bilatérales franco-moldaves, qui a permis le 15 juin 2022, lors de la visite du Président Macron à Chisinau, à la signature d'une convention fiscale et d'un accord intergouvernemental relatif aux activités du groupe Agence française de développement (AFD) en Moldavie.

Composition de la délégation

	
<p>Mme Véronique GUILLOTIN Présidente du groupe d'amitié Sénatrice de la Meurthe-et-Moselle (Rassemblement Démocratique et Social Européen)</p>	<p>M. Michel CANEVET Membre du groupe d'amitié Sénateur du Finistère (Union Centriste)</p>
<p>Composition du groupe d'amitié : https://www.senat.fr/groupe-interparlementaire-amitie/ami_851.html</p>	